

«Relancer le dialogue social»

Dans le cadre du «semestre européen», le Conseil économique et social (CES) a réuni, hier, pour la première fois le gouvernement et les partenaires sociaux.

Les syndicats OGBL, LCGB et CGFP et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) avaient proposé en octobre la mise en place d'une «tribune institutionnelle pour un dialogue».

De notre journaliste
Frédéric Braun

Dans son exposé, hier matin, à la Chambre de commerce, le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a retenu de l'*Examen annuel de la croissance*, publié par la Commission européenne à la mi-novembre, une «**reprise dans l'UE moins forte qu'escompté**», combinée à une augmentation du chômage des jeunes et une croissance «**au sein de la Zone euro de 0,8%**», liée aux «**tensions avec la Russie**». Il a d'ailleurs ajouté qu'en dépit des prix bas liés à la chute du prix du pétrole, le risque de déflation demeurerait réel.

➤ Recueillir un large consensus

La Commission européenne a suggéré dans ce contexte «un coup de fouet aux investissements» et exigé des réformes structurelles, tandis qu'elle veillerait sur les finances des États. Pour y arriver, elle mise sur le dialogue social, convaincue de la nécessité de recueillir un «large consensus sur l'orientation». Dans une note, le gouvernement résume la nouvelle approche : «Le processus de consultation doit avoir lieu en amont des périodes de décision et s'agencer de façon à permettre une prise en compte des résultats du dialogue social».

Concernant l'économie luxembourgeoise, Pierre Gramegna a relevé un taux de croissance en dessous de la moyenne historique nationale, effet des investissements qui, compte tenu de réformes structurelles manquantes, n'auraient qu'un faible impact. Toutefois, avec 2 milliards d'euros en 2015, le Luxembourg connaîtra le plus grand investissement de son histoire.

Néanmoins, sur le plan social, bien que jouissant d'une forte croissance de l'emploi, le Luxembourg présente un taux de chômage en augmentation. Parmi les mesures pour y remédier, le ministre des Finances a mis en avant le paquet d'avenir, la détermination du gouvernement à poursuivre la diversification de l'économie et le succès de programme «Garantie pour la jeunesse».



Photo : hervé montaigne

Syndicats, patronat et gouvernement se sont retrouvés hier pour un premier tour de table commun.

Michel Wurth, le président de l'UEL, a tenu d'abord à vanter les atouts des États-Unis en comparaison avec l'Europe, la «**flexibilité des marchés, plus libéraux**», le marché intérieur «**parfait**», l'«**assainissement du secteur financier mieux réussi**», l'innovation des entreprises, le prix de l'énergie, leur hégémonie enfin.

➤ UEL : «Lier les salaires à la productivité»

Concernant le Luxembourg, le président a parlé d'une «**situation inquiétante**», le pays, numéro un pendant longtemps, étant maintenant beaucoup moins compétitif.

Évoquant les finances publiques, il a constaté une augmentation des recettes contrecarrée par des dépenses ayant augmenté plus vite. La faute revenant en grande partie à notre politique des retraites, «**intenable, car trop généreuse**». Par ailleurs, Michel Wurth a défendu la faible imposition des entreprises, corrélé de leurs «**faibles bénéfices**».

L'UEL a promis de créer 5 000 emplois, mais le président de l'UEL exige aussi de réfléchir à flexibiliser les temps de travail et de veiller à ce que les salaires évoluent en fonction de la productivité. Parmi d'autres propositions : la baisse du coût du logement, la simplification des admi-

nistrations, la poursuite du *nation branding* et la réforme de l'Éducation nationale.

André Roeltgen, le président de l'OGBL, a d'abord tenu à noter l'absence totale d'autocritique dans l'*Examen annuel de la croissance* de la Commission européenne. Il n'est pas établi d'après lui que les politiques qu'on inflige aux pays sont l'origine du problème ou si elles le résolvent. Il a en tout cas fustigé le dumping salarial concurrentiel tel qu'il se pratique entre pays. Ce serait la pression sur les salaires qui ferait fuir les investisseurs privés. Il faudrait donc changer de politique économique et remplacer la politique procyclique actuelle par une politique anticyclique. Les réformes structurelles ne menant à rien. André Roeltgen, qui pense que le plan Juncker, avec ses 315 milliards en trois ans, est insuffisant, exige 250 milliards par an, pendant dix ans.

Concernant le Luxembourg, le président de l'OGBL rappelle que l'indexation, le salaire minimum et les contrats collectifs permettent de relier une politique différenciée à des caractéristiques nationales. Les salaires ne seraient pas trop élevés, contrairement à ce qu'il se dit, et ne mettraient pas en danger la compétitivité. Le coût horaire de la main-d'œuvre serait même en dessous de

la moyenne européenne au Luxembourg. En revanche, a-t-il constaté, les inégalités augmentent, tout comme le chômage et la pauvreté, comme le prouverait le phénomène des travailleurs pauvres.

➤ OGBL : «Développer la qualité du travail»

André Roeltgen a, en outre, exigé une protection contre les licenciements pour raison économique. Quant à la flexibilisation du temps de travail exigée par l'UEL, il est d'avis qu'il faudrait bien plutôt développer la qualité du travail, de même qu'il faudrait améliorer la gestion des âges et les reclassements ou encore favoriser le travail à temps partiel et la retraite partielle.

Concernant les finances publiques, le syndicaliste ne voit aucune exigence spécifique qui pourrait légitimer ce qu'il qualifie de «**mesures d'austérité**». Il exige, là encore dans le cadre de la réforme fiscale, qu'on veuille à instaurer plus d'équité, à fiscaliser le capital plutôt que le travail et à combattre l'évasion fiscale par une politique offensive.

Le président de l'OGBL a aussi exigé l'annulation des traités de libre échange CETA et TTIP, qui mettraient en question les principes même de l'État de droit.